

Équipe de travail informelle multipartite chargée de fournir des recommandations Au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA (immédiate et durable)

Résumé de la Première réunion

La première réunion de l'équipe de travail informelle multipartite chargée de fournir des recommandations au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA s'est tenue le 15 juillet 2022. La réunion a eu lieu de manière hybride avec une participation virtuelle des membres de l'équipe de travail, et une participation en face à face dans la salle de conférence Kofi Annan du Centre mondial de l'ONUSIDA à Genève.

Accueil et élection des co-présidents de l'équipe de travail

Le Président du CCP, l'Ambassadeur de Thaïlande Rongvudhi Virabutr, au nom du Bureau du CCP, a souhaité la bienvenue aux membres de l'équipe de travail, leur rappelant que leur tâche, telle que déterminée par le CCP lors de sa 50^e réunion en vertu des décisions 6.7 et 6.8, est de fournir des recommandations pour faire face à la fois à la crise de financement immédiate pour l'exercice biennal 2022-2023 et de rendre compte au CCP avant le 30 juillet 2022, et aux besoins de financement à long terme de l'ONUSIDA avant le dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA en octobre 2022, pour présentation et discussion au CCP lors de sa réunion de décembre 2022. Le Président a souligné que, bien que les termes de référence de l'équipe de travail aient déterminé que celle-ci ne devait pas être composée de plus de 15 membres, les membres du Bureau ont convenu que les 3 membres supplémentaires renforceraient le travail de l'équipe de travail afin de mener à bien ses travaux dans un délai très court. Le Président a rappelé que le Bureau a souligné l'importance que les membres de l'équipe de travail siègent à titre individuel en tant qu'experts ayant une expérience en collecte de fonds. Enfin, le Président a réitéré que le Bureau, auquel l'équipe de travail fait rapport, est disponible si l'équipe de travail a besoin de conseils et de soutien et a remercié Efraim Gomez pour avoir coordonné le soutien du Secrétariat à l'équipe de travail et Michael Isbell en tant que rédacteur indépendant du rapport pour l'équipe de travail et le Bureau.

Morten Ussing, Directeur de la gouvernance et des affaires multilatérales de l'ONUSIDA, a passé en revue les termes de référence de l'équipe de travail et le processus de création de l'équipe de travail, qui figurent dans le résumé de la réunion du Bureau [du CCP de l'ONUSIDA 8 juillet 2022 | ONUSIDA](#) .

L'équipe de travail a élu le Dr Mohamed Chakroun de Tunisie et Mme Julia Martin des États-Unis comme co-présidents. Mohamed Chakroun de Tunisie ayant une connexion internet instable, il a été convenu que Julia Martin (États-Unis) présiderait la première réunion.

Examen de la situation du financement

Efraim Gomez, Chef de cabinet de l'ONUSIDA et coordinateur de l'appui du Secrétariat à l'équipe de travail, a passé en revue la situation financière critique de l'ONUSIDA, le Programme commun étant confronté à un déficit budgétaire de 22,3 %. Les ressources projetées sont inférieures de 25 millions de dollars à l'objectif de mobilisation des ressources de base de 187 millions de dollars pour le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA (UBRAF) et de 47 millions au budget seuil total approuvé de 210 millions pour l'UBRAF.

Ce déficit budgétaire met en péril le travail de l'ONUSIDA avec ses principaux partenaires mondiaux, notamment le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) et le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR). Cela inclut une réduction prévue de 20 % des montants budgétisés pour soutenir le développement de nouveaux plans stratégiques nationaux et de révisions de programmes, ainsi que des réductions de la capacité du Programme conjoint à soutenir l'engagement significatif des partenaires communautaires. M. Gomez a souligné que le co-investissement dans le Programme conjoint est essentiel pour optimiser l'impact du Fonds mondial.

Les pays dépendent d'un ONUSIDA solide et entièrement financé pour soutenir les réponses nationales au sida. Toutefois, à moins que le déficit budgétaire critique ne soit comblé, le Programme conjoint n'aura pas les moyens de catalyser la réalisation des objectifs de prévention du VIH, de soutenir les efforts visant à autonomiser les femmes et les filles et à garantir leur accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, de collecter et d'utiliser efficacement les informations stratégiques pour obtenir des résultats, de faire progresser les droits humains des personnes vivant avec le VIH et des communautés les plus lourdement touchées par l'épidémie et d'entreprendre un plaidoyer mondial essentiel.

M. Gomez a fait remarquer que des options existent pour combler le déficit de financement immédiat. Ces mesures sont les suivantes : (1) s'attaquer aux effets négatifs des fluctuations monétaires (en compensant les déficits de financement associés ou en exécutant des protocoles d'accord avec des taux de change préférentiels pour les contributions à l'ONUSIDA) ; (2) promouvoir le co-investissement dans le Fonds mondial et l'ONUSIDA (par le biais de promesses de co-investissement et de contributions proportionnelles) ; (3) renforcer la solidarité et l'engagement du CCP (y compris les engagements en faveur d'une contribution minimale de 1 million de dollars pour les membres d'Europe occidentale et autres États (WEOG) et de 500 000 dollars pour les membres du CCP qui ne sont pas membres du WEOG) ; (4) obtenir des engagements de la part des pays du Programme pour égaliser les investissements de l'ONUSIDA dans le pays ou l'enveloppe au pays ; et (5) mettre en

œuvre/répliquer les meilleures pratiques actuelles des donateurs (par exemple, les accords pluriannuels).

Options pour combler l'écart de financement immédiat de l'ONUSIDA

L'équipe de travail a accepté la suggestion de Mme Martin que la première réunion de l'équipe de travail se concentre sur les options pour combler l'écart de financement immédiat. Tim Martineau, Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDAManagement, a indiqué que les frais de personnel représentent environ 75 % du financement de l'UBRAF, car le Programme commun ne dispose pas de grands programmes de mise en œuvre. M. Martineau a également noté que d'autres agences des Nations unies connaissent des difficultés de financement similaires, notamment en raison de la combinaison de la guerre en Ukraine et de ses effets sur les taux de change européens.

Il a été noté que le manque de financement avait entraîné l'absence de la deuxième tranche du financement de base de l'UBRAF pour les Coparrainants. Les membres de l'équipe de travail des Coparrainants des Nations Unies ont indiqué que leur capacité à entreprendre leur travail au sein du Programme commun est minée par les réductions de financement. Les membres de l'équipe de travail se sont interrogés sur la capacité potentielle des Coparrainants à obtenir un financement provenant de sources autres que l'UBRAF. Plusieurs membres de l'équipe de travail des Coparrainants ont souligné que le travail de mobilisation de nouveaux fonds devrait être accompagné de directives ou de principes relatifs à l'allocation des fonds supplémentaires reçus, afin de s'assurer que les donateurs apprécient l'utilisation de ces contributions. Ceci pourrait être d'un intérêt particulier aux donateurs intéressés à soutenir le fonctionnement effectif du Programme conjoint de continuer à inclure le Secrétariat ainsi que les Coparrainants. La co-présidente a noté que le mandat de l'équipe de travail est la mobilisation de ressources en faveur d'un UBRAF entièrement financé, et non pas l'allocation de [ces] fonds.

L'équipe de travail a examiné plusieurs options potentielles pour combler le manque de financement immédiat.

Faire face aux fluctuations monétaires

M. Martineau a indiqué que les récentes fluctuations monétaires ont entraîné une perte de 12 millions de dollars pour l'ONUSIDA. L'ONUSIDA convertit ses contributions en dollars américains au taux de change en vigueur le jour de leur réception. Le lissage des fluctuations monétaires est plus facile avec des contributions pluriannuelles, mais tous les donateurs ne font pas actuellement des contributions pluriannuelles.

L'équipe de travail a convenu que l'ONUSIDA devrait demander aux donateurs de combler la différence en cas de perte substantielle due aux fluctuations monétaires. L'équipe de travail a également convenu que l'ONUSIDA devrait demander aux donateurs de verser des contributions pluriannuelles, bien qu'il ait également été

convenu que le Secrétariat devrait articuler des étapes claires pour gérer et atténuer les risques liés aux devises dans de tels cas.

Promouvoir le co-investissement avec le Fonds mondial

Le soutien technique apporté par le Programme conjoint joue un rôle essentiel dans le succès du Fonds mondial. Eamonn Murphy, Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA a.i, Programmes, a déclaré que l'ONUSIDA a fait valoir auprès des donateurs la valeur du couplage des dons au Fonds mondial avec une promesse de don complémentaire et proportionnelle à l'ONUSIDA. Rosemary Museminali, Directrice des relations extérieures et des relations avec les donateurs de l'ONUSIDA, a déclaré que la Suisse annonce son financement à l'ONUSIDA en même temps que sa contribution au Fonds mondial. Il a été noté que la prochaine reconstitution du Fonds mondial offre l'occasion de rappeler aux décideurs l'importance continue de la réponse au VIH afin d'encourager les contributions en faveur d'un UBRAF entièrement financé.

Actuellement, l'ONUSIDA ne reçoit pas de financement de base du Fonds mondial. L'ONUSIDA reçoit un financement catalytique pour la fourniture de différentes formes d'appui technique ainsi que pour les initiatives stratégiques du Fonds mondial. Par exemple, il a été noté que l'Australie réserve 5 % de sa contribution au Fonds mondial pour le soutien technique. Il a également été noté que les États-Unis fournissent — en plus de leur contribution de base à l'ONUSIDA — 5 % de leur allocation de lutte contre le sida au Fonds mondial pour le soutien technique, soutenant récemment l'aide du Programme conjoint aux pays pour l'élaboration de 32 plans stratégiques nationaux et l'examen des programmes. L'appui de l'ONUSIDA à plus de 80 propositions de pays au Fonds mondial a permis de débloquer plus de 7,4 milliards de dollars pour le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'équipe de travail a convenu que l'ONUSIDA devrait demander aux donateurs une contribution proportionnelle à l'UBRAF, liée à la contribution de chaque donateur au Fonds mondial. Une discussion plus approfondie est nécessaire pour préciser si ce montant proportionnel s'ajouterait à la contribution de chaque pays ou proviendrait de la contribution d'un donateur au Fonds mondial. Dans le cas de cette dernière option, il a été convenu que des discussions avec le Fonds mondial seraient nécessaires. L'équipe de travail a discuté de la mesure dans laquelle les donateurs pourraient être réceptifs à une demande de contributions proportionnelles et complémentaires à la fois au Fonds mondial et à l'ONUSIDA. Les membres de l'équipe de travail ont également noté que le fait d'avoir des contributions proportionnelles et complémentaires à la fois au Fonds mondial et à l'ONUSIDA soulèverait également la question de savoir si un arrangement similaire est justifié pour la tuberculose et le paludisme. En développant l'option des contributions proportionnelles, il a été suggéré qu'il serait important de faire la différence entre les fonds opérationnels et les fonds extrabudgétaires de l'UBRAF. Les membres de l'équipe de travail des Coparrainants des Nations Unies ont également encouragé le réexamen des allocations au sein du Programme commun. Un autre membre a demandé s'il était possible d'envisager une allocation du budget des Coparrainants à l'UBRAF.

L'équipe de travail a également brièvement exploré l'idée que le Fonds mondial mette à la disposition de l'ONUSIDA une subvention garantie et assume ainsi le risque d'un écart de financement, en échange d'un engagement de l'ONUSIDA à faire tout son possible pour combler ce déficit. L'équipe de travail a convenu que cette question devait être davantage étudiée avec le Fonds mondial.

Solidarité du CCP et contributions des pays du Programme

Mme Museminali a noté qu'un petit nombre de pays du Programme se sont engagés à financer l'ONUSIDA. Demander aux pays du Programme de financer volontairement l'ONUSIDA en signe de solidarité pourrait, selon les prévisions, générer 3 millions de dollars supplémentaires pour aider à combler le déficit de financement immédiat.

L'équipe de travail a convenu que l'ONUSIDA devrait demander aux pays WEOG d'ajouter 1 million de dollars à leurs contributions actuelles à l'ONUSIDA et que les pays du Programme devraient être invités à contribuer à hauteur de 500 000 dollars au Programme conjoint. La discussion de l'équipe de travail a mis en évidence plusieurs aspects de cette option qui nécessitent une clarification supplémentaire. Les membres de l'équipe de travail ont déclaré que les coûts de transaction devraient être pris en compte. Il a été suggéré que les pays qui reçoivent un soutien technique important de la part de l'ONUSIDA pourraient éventuellement utiliser leur allocation du Fonds mondial pour payer ce soutien technique, bien qu'il ait également été noté qu'une contribution initiale des pays à l'ONUSIDA éviterait le danger de fonds de soutien technique inutilisés ou l'utilisation de ces fonds pour mettre en œuvre un soutien technique de qualité inférieure. L'équipe de travail a également noté la nécessité d'élargir la base des donateurs et de donner la priorité au plaidoyer et à la sensibilisation des donateurs qui ne paient pas leur juste part. L'équipe de travail a également demandé une simulation de contributions obligatoires à l'ONUSIDA comme ligne directrice pour obtenir une sorte d'impression réaliste d'une part équitable. Il a été suggéré que les efforts pour accroître les contributions des donateurs soient basés sur une évaluation plus détaillée des donateurs spécifiques qui ont réduit leur contribution au Programme conjoint ainsi que sur les écarts, par donateur, entre financement actuel et le niveau le plus élevé de financement antérieur. Il a également été suggéré que l'équipe de travail explore les contributions du secteur privé.

Mme Museminali a noté que des développements récents, tels que la Déclaration politique de 2021 et la transformation de la culture au sein de l'ONUSIDA, offraient des opportunités de cultiver de nouveaux donateurs et de regagner le terrain perdu avec certains donateurs plus anciens. À cet égard, l'annonce récente du Royaume-Uni de rétablir une partie du financement de l'ONUSIDA qui avait été précédemment réduit est une nouvelle promesseuse.

Prochaines étapes

L'équipe de travail tiendra une deuxième réunion le jeudi 21 juillet. Au cours de cette réunion, l'équipe de travail continuera à travailler sur l'élaboration de ses recommandations au CCP. Lors de sa deuxième réunion, l'équipe de travail approfondira chaque option de financement immédiat, en identifiant un calendrier d'action, en clarifiant les rôles et les responsabilités entre le Secrétariat et l'équipe de travail, et en identifiant et en traitant tous les risques associés à chaque option de financement. En outre, au cours de la deuxième réunion, les membres de l'équipe de travail examineront lesquelles de ces options ont le plus de chances de réussir à résoudre la crise de financement immédiate. D'ici la réunion du 21 juillet, le Secrétariat fournira des informations sur les nouveaux donateurs potentiels.